Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2020)

Heft: 2289

Artikel: Repenser les assurances sociales plutôt qu'au revenu de base inconditionnel : l'idée de revenu de base inconditionnel ressurgit, c'est l'occasion d'élaguer la jungle du système des assurances sociales

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024108

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Repenser les assurances sociales plutôt qu'au revenu de base inconditionnel

L'idée de revenu de base inconditionnel ressurgit, c'est l'occasion d'élaguer la jungle du système des assurances sociales

Jean-Daniel Delley - 10 juin 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/36840

La crise actuelle semble donner un nouvel élan à l'idée d'un revenu de base inconditionnel (RBI). En Suisse, le projet a été rejeté en 2016 par un vote populaire. Mais les Jeunes Verts viennent de déposer une pétition pour un RBI, sans préciser son montant, son coût ou son financement.

Sandro Cattacin, sociologue à l'Université de Genève, voit dans le revenu universel un moyen de répondre à la précarité mise en pleine lumière, ces dernières semaines, par les files d'attente devant la distribution hebdomadaire de colis alimentaires. Et, lors des fêtes de Pâques, le pape, lui-même, a préconisé un salaire universel.

Durant la campagne de 2016 sur l'initiative populaire revendiquant un RBI, nous en avons souligné les faiblesses (DP 2117 et DP 2118). Cette proposition pourrait conduire à l'abandon des droits sociaux et des budgets qui leur sont consacrés. Le RBI garantirait certes un revenu, mais plus que modeste, comme si l'argent seul suffisait à répondre à tous les besoins.

Par ailleurs, le risque existe de voir se développer une société duale – d'un côté les actifs sur le marché du travail, de l'autre les laissés pour compte. Le RBI s'apparente ainsi à une robinsonnade – le rêve d'une société différente mais parallèle.

Les effets économiques et sociaux de la pandémie ont mis en évidence le besoin de couvrir rapidement la perte ou la baisse de revenus des personnes. Les lacunes de cette couverture, par exemple pour les indépendants et les travailleurs précaires qui ne bénéficient pas de l'assurance-chômage, sont clairement apparues.

Ces lacunes découlent très directement du modèle qui sous-tend les assurances sociales, à savoir celui d'un salarié à plein temps, actif sans interruption et de préférence dans la même entreprise. Ce modèle ne correspond plus à la réalité actuelle de l'emploi.

Des discontinuités peuvent marquer une carrière professionnelle, tant dans le taux de travail (plein ou partiel), que dans la nature de l'emploi (stable ou précaire) ou le statut de l'actif (salarié ou indépendant). D'où l'idée d'instituer une assurance générale du revenu (AGR) durant la vie active.

Cette AGR regrouperait les différentes branches de la sécurité sociale et délivrerait aussi bien les indemnités de chômage que les prestations complémentaires pour les familles, les prestations d'intégration individualisée et l'aide sociale.

Elle garantirait le revenu des personnes actives, quels que soient les aléas de leur parcours professionnel. Elle offrirait également conseils et soutien en vue d'une réintégration dans l'activité économique.

Soumise il y a plus de dix ans au parlement, la proposition d'une AGR n'a pas encore convaincu. Elle permettrait pourtant d'élaguer la jungle que constituent les assurances sociales, dont les obstacles bureaucratiques et les contradictions empêchent trop souvent les individus de faire valoir rapidement leurs droits.

On peut imaginer de pousser plus loin encore la réflexion. L'AGR s'inscrit dans la perspective d'une réinsertion dans le système productif de biens et de services dotés d'une valeur monétaire. Et si l'on concevait ce droit d'abord comme une possibilité de favoriser l'autonomie individuelle, de permettre aux gens de vivre et travailler

différemment, en agissant hors du marché, via un revenu de participation.

Ce dernier rétribuerait par exemple des activités socialement utiles, répondant à des besoins essentiels: des tâches éducatives, de *«care»* (aide aux personnes âgées, invalides, enfants…), de gestion de l'environnement, d'animation sociale ou des engagements politiques.

Le revenu de participation est en somme un compromis entre le RBI – un revenu sans travail – et le modèle social actuel – un revenu lié à l'exigence, ou pour le moins à l'effort, de revenir sur le marché du travail. Il serait une solution pour contenir le processus de marchandisation qui vise à élargir sans cesse l'emprise du marché sur les activités humaines et sur les revenus qu'elles procurent.

Pile et face, la dette est exorbitante

Les emprunteurs sont évalués, la dette se chiffre, mais qu'en est-il de ce train de vie qui puise dans le futur?

Benoît Genecand - 11 juin 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/36847

La dette c'est quoi? Définition. Faire une dette, c'est obtenir de l'argent maintenant et le rembourser plus tard, demain, la semaine prochaine, en 2021, dans dix ans, dans trente ans, jamais pour certains emprunts étatiques joliment appelés dettes perpétuelles.

Tout le monde peut s'endetter. Les ménages pour financer un canapé, une voiture ou pour s'acheter un appartement. Les entreprises, pour lubrifier leur trésorerie entre les dépenses et les recettes, acheter de nouvelles machines ou gober un concurrent. Les États, bien sûr, pour tout ce que les États font.

Emprunteurs de AAA à D

Les meilleurs emprunteurs sont les États justement. Avec de fortes différences entre eux toutefois. La Suisse est sur la première marche du podium, AAA comme disent les agences de *rating* (à ne pas confondre avec les *«ah, ah, ah!»*, que l'on a exprimé à propos de ces mêmes agences après la débandade des subprimes…).

AAA aussi pour le Canada, le Danemark, l'Allemagne et quelques *happy few*. À l'autre extrémité, appelés D comme défaut, il y a le Venezuela, l'Argentine, l'Égypte ou l'Ukraine. Les bons élèves paient peu pour leurs dettes, les mauvais beaucoup.

En fait, depuis quelque temps, les bons élèves ne paient plus rien. On les paie même pour qu'ils s'endettent. C'est le cas de la Suisse qui émet régulièrement des obligations avec un taux d'intérêt négatif. Ceux qui prêtent aujourd'hui cent francs à la Confédération recevront en retour un montant inférieur dans dix ans. C'est Alice aux pays des merveilles.

À combien se montent ces dettes mondiales? Le montant total, dettes des particuliers, des entreprises et des États, s'élevait à deux cents cinquante-trois mille milliards de dollars en septembre 2019. C'est *l'Institut of International Finance* qui le dit. Information mise en perspective par CNBC dans une vidéo intitulée *«Is a global debt crisis coming?»*.

Trois mille cerveaux

253 000 000 000 000, est-ce que cela veut encore dire quelque chose? C'est environ trois mille fois le nombre de neurones dans un cerveau humain pour prendre une comparaison hasardeuse. Plus pertinente est la mise en rapport avec le produit brut mondial, de quatre-vingt-six mille milliards de dollars en 2018.